

N° 4707.

---

## GRÈCE ET PORTUGAL

Traité de commerce et de navigation avec  
annexe. Signé à Lisbonne, le 15 août 1938.

*Texte officiel français communiqué par le représentant a. i. de la Grèce près  
la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 1<sup>er</sup> avril 1940.*

---

## GREECE AND PORTUGAL

Treaty of Commerce and Navigation with  
Annex. Signed at Lisbon, August 15th, 1938.

*French official text communicated by the Acting Representative of Greece to the  
League of Nations. The registration took place April 1st, 1940.*

N<sup>o</sup> 4707. — TRAITÉ<sup>1</sup> DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA GRÈCE ET LE PORTUGAL. SIGNÉ A LISBONNE, LE 15 AOUT 1938.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, animés d'un égal désir de développer les relations économiques entre les deux pays, ont décidé de conclure un Traité de Commerce et de Navigation et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

Monsieur Paul ECONOMOU-GOURAS, chef de section au Département des Affaires étrangères de Grèce ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Le Docteur Antonio DE OLIVEIRA SALAZAR, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

*Article premier.*

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de la République portugaise (Portugal, îles adjacentes de Madère, Porto Santo et des Açores et les colonies portugaises), à l'exclusion de ceux énumérés à la liste A, annexée au présent traité, ne seront, à leur importation en Grèce, assujettis à des droits, taxes, surtaxes ou charges, autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités, autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits originaires et en provenance d'un pays tiers quelconque.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de la Grèce (à l'exclusion de ceux énumérés à la liste B, annexée au présent traité), ne seront, à leur importation au Portugal, y compris les îles adjacentes de Madère, Porto Santo et des Açores, assujettis à des droits, taxes, surtaxes ou charges, autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités, autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits originaires et en provenance d'un pays tiers quelconque.

*Article 2.*

Les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes (les territoires portugais d'outre-mer exclus) à destination du territoire de l'autre ne seront pas soumis, à leur exportation, à des droits, taxes, surtaxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses, que ceux qui s'appliquent aux produits similaires destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

*Article 3.*

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, pour les marchandises mentionnées ou non dans le présent traité, de tout privilège, faveur ou abaissement qu'elle accorde ou pourrait accorder à tout autre pays en ce qui concerne la réexportation, le transit, l'entreposage, le transbordement des marchandises et l'accomplissement des formalités douanières y respectives, ainsi qu'en ce qui concerne les droits et taxes afférents à ces diverses manutentions, de même que pour les règles, formalités et charges dans les opérations de douane.

<sup>1</sup> L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 3 février 1940.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4707. — TREATY<sup>1</sup> OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GREECE AND PORTUGAL. SIGNED AT LISBON, AUGUST 15TH, 1938.

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC, being equally desirous of developing the economic relations between the two countries, have decided to conclude a Treaty of Commerce and Navigation and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

Monsieur Paul ECONOMOU-GOURAS, Chief of Section in the Department of Foreign Affairs of Greece ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Dr. Antonio de Oliveira SALAZAR, President of the Council and Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

*Article 1.*

Natural or manufactured products originating in and coming from the Portuguese Republic (Portugal, the adjacent islands of Madeira, Porto Santo and the Azores, and the Portuguese colonies), with the exception of those specified in List A annexed to the present Treaty, shall not be subject, on importation into Greece, to any duties, charges, surcharges or dues other or higher or to any regulations or formalities other or more onerous than those to which products originating in and coming from any third country are or may hereafter be subject.

Natural or manufactured products originating in and coming from Greece (with the exception of those specified in List B annexed to the present Treaty) shall not be subject, on importation into Portugal, including the adjacent islands of Madeira, Porto Santo and the Azores, to any duties, charges, surcharges or dues other or higher or to any regulations or formalities other or more onerous than those to which products originating in and coming from any third country are or may hereafter be subject.

*Article 2.*

Natural or manufactured products exported from the territory of either High Contracting Party (with the exception of Portuguese overseas territories) to the territory of the other shall not, on exportation, be subject to any duties, charges, surcharges or dues other or higher or to any regulations or formalities other or more onerous than those which are applied to similar products exported to the territory of any other country.

*Article 3.*

Each of the High Contracting Parties undertakes to give to the other, in respect of goods whether mentioned or not in the present Treaty, the benefit of all privileges, favours and reductions which the Party in question grants or may hereafter grant to any other country in regard to the re-exportation, transit, warehousing or transshipment of goods, and the accomplishment of Customs formalities relating thereto, and also in regard to duties and charges relating to these various operations and the regulations, formalities and dues connected with Customs operations.

<sup>1</sup> The exchange of ratifications took place at Paris, February 3rd, 1940.

*Article 4.*

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui se rapporte aux droits, taxes et impôts intérieurs de quelque nature qu'ils soient, aux impôts de consommation, aux droits ou taxes de monopole, d'octroi, d'accise, aux droits de timbre, ainsi que pour le mode de perception de ces droits, taxes ou impôts.

*Article 5.*

Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes édicterait des majorations de droits ou des restrictions d'importation de nature à modifier profondément les possibilités légales de l'importation ou de l'exportation des marchandises, l'autre Partie pourra demander aussitôt l'ouverture de négociations, et si ces négociations n'aboutissaient pas dans un délai de deux mois, prendre toutes mesures qui lui paraîtraient justifiées.

*Article 6.*

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre les mesures nécessaires pour garantir autant que possible les produits naturels ou fabriqués originaires du territoire de l'autre contre la concurrence déloyale dans les transactions commerciales, notamment en prohibant ou en réprimant par la saisie ou par toutes autres sanctions appropriées, conformément à sa propre législation, l'importation, la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente de tous produits désignés par des marques, noms, inscriptions, ou signes quelconques, figurant soit sur les produits eux-mêmes, sur leur conditionnement immédiat ou sur leur emballage extérieur, soit dans les factures, lettres de voiture, connaissements, documents publicitaires ou autres papiers de commerce et comportant, directement ou indirectement, de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques desdits produits.

Les mesures susmentionnées seront appliquées sur le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes sur l'initiative d'une partie intéressée, personne privée, syndicat ou association ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes.

*Article 7.*

Le Gouvernement hellénique reconnaît que les désignations « Porto » et « Madère » et les combinaisons dérivées de l'emploi de ces noms, soit dans leurs formes originelles soit traduites (Port, Oporto, Portwine, Portwijn, etc., ou Madère, Madeira wine, Madeira wein, Madeira wijn, etc.) ainsi que les désignations « Moscatel de Setubal » et « Carcavelos », constituent des marques régionales ou appellations d'origine, dûment protégées au Portugal et appartenant exclusivement aux vins liquoreux produits dans les régions portugaises respectivement du Douro, de l'île de Madère, de Setubal et de Carcavelos.

Le Gouvernement hellénique s'engage à prendre les mesures nécessaires pour réprimer sur le territoire grec l'importation, l'entreposage (soit dans les entrepôts de douane, soit dans les entrepôts cautionnés ou libres), la préparation, l'exportation, la circulation, la mise en vente et la vente de vins portant ces désignations, dès qu'ils ne seraient pas originaires des régions portugaises du Douro, de l'île de Madère, de Setubal et de Carcavelos et qu'ils n'aient pas été exportés respectivement de Porto par la barre de Douro et le port de Leixões, le Madère par le port de Funchal, le Moscatel de Setubal par les ports de Lisbonne ou de Setubal et le Carcavelos par le port de Lisbonne.

L'authenticité de ces vins doit être établie par des certificats d'origine délivrés par les autorités compétentes portugaises et dont la présentation sera indispensable pour leur importation en Grèce.

La répression des contraventions aux dispositions du présent article s'exercera par voie de saisie, inutilisation ou toutes autres sanctions appropriées, alors même que la véritable origine du produit serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certains correctifs tels que « genre », « type », « façon », « rival » ou d'une autre indication régionale spécifique ou autre, toutes marques, étiquettes ou inscriptions devant être interdites qui seraient susceptibles d'induire en erreur l'acheteur ou de créer dans son esprit une confusion sur la véritable origine du vin qu'il achète.

*Article 4.*

The High Contracting Parties undertake to grant each other most-favoured-nation treatment in everything relating to internal duties, charges and taxes of any nature and to taxes on consumption, monopoly duties or charges, town dues, excise and stamp duties, and also in regard to the method of collection of such duties, charges or taxes.

*Article 5.*

Should either of the High Contracting Parties enact any increases of duties or any import restrictions of such a character as to modify profoundly the legal possibilities of the importation or exportation of goods, the other Party may immediately request the opening of negotiations and, if such negotiations do not lead to a satisfactory result within a period of two months, may take any measures that seem justified to that Party.

*Article 6.*

Each of the High Contracting Parties undertakes to take the necessary measures for the purpose, as far as possible, of protecting natural or manufactured products originating in the territory of the other against unfair competition in commercial transactions, in particular, by prohibiting or by punishing by means of seizure or any other appropriate penalties, in accordance with its own legislation, the importation, manufacture, circulation, sale and offering for sale of any products designated by any brands, names, inscriptions or signs appearing on the products themselves, on their immediate wrapping or on their external packing, or in invoices, way-bills, bills of lading, advertising documents or other commercial papers, embodying, directly or indirectly, false indications as to the origin, kind, nature or specific qualities of the said products.

The above-mentioned measures shall be applied on the territory of each of the High Contracting Parties on the initiative of any interested party, private person, syndicate or association, being a national of either of the High Contracting Parties.

*Article 7.*

The Hellenic Government recognises that the designations « Porto » and « Madeira », and combinations derived from the use of these names, whether in their original forms or in translation (Port, Oporto, Port-wine, Portwijn, etc., or Madère, Madeira Wine, Madeira Wein, Madeira Wijn, etc.), and also the designations " Moscatel de Setubal " and " Carcavelos ", constitute regional brands or appellations of origin which are duly protected in Portugal and which belong exclusively to dessert wines produced in the respective Portuguese regions of the Douro, the Island of Madeira, Setubal and Carcavelos.

The Hellenic Government undertakes to take the necessary measures for the purpose of rendering liable to punishment in Greek territory the importation, warehousing (whether in Customs warehouses or in bonded or free warehouses), preparation, exportation, circulation, offering for sale and sale of wines bearing these designations, if such wines did not originate in the Portuguese regions of the Douro, the Island of Madeira, Setubal and Carcavelos, and if they were not exported in the case of Porto over the Douro Bar and from the port of Leixões, in the case of Madeira from the port of Funchal, in the case of Moscatel de Setubal through the ports of Lisbon or Setubal, and in the case of Carcavelos through the port of Lisbon.

The genuineness of these wines must be proved by certificates of origin issued by the competent Portuguese authorities, the presentation of which shall be essential for their importation into Greece.

Punishment in respect of offences against the provisions of the present Article shall be effected by way of the seizure or the rendering useless of the products concerned or by means of any other appropriate penalties, even if the real place of origin of the product is mentioned and even if the false appellations are accompanied by certain qualifications such as " genre ", " type ", " façon ", " rival " or by any other regional indication, whether specific or otherwise, and all marks, labels and inscriptions such as may mislead the purchaser or create in his mind any doubt as to the real place of origin of the wine which he purchases, shall be prohibited.

Les mêmes sanctions seront prises à l'égard de tous procédés tendant à mettre en vente des vins de liqueur ayant droit aux termes de cet article à une appellation d'origine, dont l'état de pureté à l'importation aurait été altéré par addition d'eau ou de vins autres.

Les sanctions visées ci-dessus seront appliquées sur l'initiative d'une partie intéressée, personne privée, syndicat ou association ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes.

En ce qui concerne l'interdiction de l'emploi de la désignation « type Porto », le Gouvernement hellénique s'engage à prendre les mesures nécessaires dans un délai de trois ans à partir de la mise en vigueur du présent traité.

#### Article 8.

Les garanties et sanctions prévues à l'article précédent seront applicables en Portugal aux vins grecs connus sous les désignations « Samos » et « Mavrodaphni ».

La même protection sera accordée à l'avenir, de part et d'autre, aux vins ayant droit à une désignation d'origine légalement définie.

#### Article 9.

Les vins liquoreux portugais ne seront pas assujettis en Grèce à des droits d'importation, taxes intérieures, ou restrictions quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui sont appliqués aux autres vins liquoreux étrangers, quelle que soit la provenance ou la désignation de ces derniers.

#### Article 10.

Les entreprises de navigation grecques, ainsi que les navires grecs, leurs passagers et leurs marchandises ne seront pas assujettis en Portugal et Îles adjacentes (Madère, Porto Santo et Açores) à des droits ou impositions autres ou plus élevés ni à des conditions ou restrictions autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les navires portugais ou de tout autre État, leurs passagers et leurs marchandises. Le même traitement sera accordé en Grèce aux entreprises de navigation et aux navires portugais, ainsi qu'à leurs passagers et marchandises.

Les entreprises de navigation grecques et les navires grecs, ainsi que leurs passagers et marchandises jouiront dans les colonies portugaises du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que les dispositions du présent article ne s'appliquent pas :

- a) Aux lois spéciales, concernant la marine marchande nationale et ayant en vue de favoriser au moyen de primes et autres facilités spéciales les nouvelles constructions et l'exercice de la navigation ;
- b) Aux faveurs accordées aux sociétés de sport nautique ;
- c) A l'exercice du service maritime dans les ports, les rades et les plages. Le service maritime comprend remorquage, pilotage, assistance et sauvetage maritime ;
- d) A l'émigration et au transport d'émigrants ;
- e) Au trafic entre les ports situés sur les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes y compris les colonies. Ledit trafic continuera à être réglementé par les lois en vigueur ou par celles qui dans l'avenir seront mises en vigueur respectivement dans chacun des deux pays ;
- f) A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes.

#### Article 11.

La nationalité portugaise des marchandises importées en Grèce devra être établie par un certificat d'origine délivré par les entités portugaises légalement autorisées à émettre de tels certificats. La présentation de ces certificats sera obligatoire pour le dédouanement de ces marchandises.

Le Gouvernement portugais notifiera au Gouvernement hellénique quelles sont par rapport à chaque produit les autorités ou entités compétentes pour en attester l'origine, et il fournira au Gouvernement hellénique les modèles des certificats en usage pour chaque catégorie de produits.

The same penalties shall be imposed in respect of any action taken with the object of offering for sale dessert wines which, in accordance with the provisions of the present Article, are entitled to an appellation of origin but of which the state of purity in which they were imported has been impaired through the addition of water or of other wines.

The penalties referred to above shall be imposed on the initiative of any interested party, private person, syndicate or association, being a national of either of the High Contracting Parties.

In regard to the prohibition of the use of the designation "Porto type", the Hellenic Government undertakes to take the necessary measures within a period of three years as from the entry into force of the present Treaty.

*Article 8.*

The guarantees and penalties provided for in the preceding Article shall apply in Portugal in respect of the Greek wines known under the designations "Samos" and "Mavrodaphni".

The same protection shall be accorded in future, in both countries, to wines entitled to a legally defined designation of origin.

*Article 9.*

Portuguese dessert wines shall not be subject in Greece to any import duties, internal charges or restrictions other or more onerous than those which are applied to other foreign dessert wines, whatever may be the place from which they come or their designation.

*Article 10.*

Greek shipping undertakings, and also Greek vessels, their passengers and their cargoes shall not be subject in Portugal and the adjacent islands (Madeira, Porto Santo and the Azores) to any duties or charges other or higher or to any conditions or restrictions other or more onerous than those to which Portuguese vessels or the vessels of any other State, their passengers and their cargoes are or may hereafter be subject. The same treatment shall be granted in Greece to Portuguese shipping undertakings and Portuguese vessels and also to their passengers and cargoes.

Greek shipping undertakings and Greek vessels and also their passengers and their cargoes shall enjoy most-favoured-nation treatment in the Portuguese colonies.

It is understood that the provisions of the present Article shall not apply :

(a) To special laws concerning the national merchant navy the object of which is, by means of premiums and other special facilities, to stimulate new shipbuilding and encourage navigation ;

(b) To favours granted to yacht clubs ;

(c) To harbour, shore and roadstead services, such services including towage, pilotage, maritime assistance and salvage work ;

(d) To emigration and the conveyance of emigrants ;

(e) To traffic between ports situated in the territory of either High Contracting Party, including the colonies, such traffic continuing to be governed by the laws in force or by those which may hereafter be put into force in each of the two countries respectively ;

(f) To fishing within the territorial waters of the High Contracting Parties.

*Article 11.*

The Portuguese nationality of goods imported into Greece shall be proved by means of a certificate of origin issued by the Portuguese bodies authorised by law to issue such certificates. The presentation of such certificates shall be obligatory for the clearance of such goods through Customs.

The Portuguese Government shall, in respect of each product, notify the Hellenic Government of the authorities or bodies competent to certify the origin thereof and it shall furnish to the Hellenic Government models of the certificates in use for each category of products.

Il est entendu que de son côté le Gouvernement portugais pourra exiger, pour établir l'origine grecque des produits importés, la présentation par l'importateur d'un certificat d'origine constatant que l'article en question est de production ou de fabrication grecque, ou qu'il doit être considéré comme tel en conséquence de la transformation qu'il a subie en Grèce.

Chacun des deux gouvernements se réserve le droit d'exiger le visa des certificats d'origine par son représentant diplomatique ou consulaire, mais dans ce cas le visa sera apposé gratuitement.

*Article 12.*

Les commis voyageurs munis d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes du pays d'origine, jouiront sous tous les rapports et notamment en tout ce qui concerne l'importation et l'exportation des échantillons qui les accompagnent, des mêmes droits et avantages que les commis voyageurs de la nation la plus favorisée.

*Article 13.*

Le traitement de la nation la plus favorisée prévu aux articles précédents ne comprendra pas :

*a)* Le régime spécial que le Portugal a institué, ou pourrait instituer, par des accords particuliers avec l'Espagne ou le Brésil ;

*b)* Les régimes spéciaux que le Portugal a institués, ou pourrait instituer, en matière tarifaire pour les importations en provenance de ses territoires d'outre-mer ou pour les exportations destinées à ces mêmes territoires ;

*c)* Les régimes spéciaux que la Grèce a institués, ou pourrait instituer, par des accords particuliers avec les pays limitrophes et la Roumanie (pays de l'Entente balkanique) ;

*d)* Les droits et privilèges accordés à un ou plusieurs autres Etats en vue d'une union douanière, par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

*Article 14.*

Le présent traité entrera en vigueur à titre provisoire quinze jours après la date de sa signature, et à titre définitif aussitôt après l'échange des ratifications, lequel aura lieu à Paris dans le plus bref délai possible.

Il est conclu pour une durée d'un an à compter de sa mise en vigueur à titre provisoire.

Après cette première année il continuera en vigueur, par tacite reconduction, jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour où l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Lisbonne, le 15 août 1938.

(Signé) P. ECONOMOU-GOURAS.

(Signé) O. SALAZAR.

Pour copie conforme :

*Le Directeur des Affaires conventionnelles et commerciales  
au Ministère des Affaires étrangères :*

A. Kyrou.



It is understood that, for its part, the Portuguese Government may, as proof of the Greek origin of imported products, require the presentation by the importer of a certificate of origin to the effect that the article in question is of Greek production or manufacture or that it is to be considered as such in consequence of the transformation it has undergone in Greece.

Each of the two Governments reserves the right to require that certificates of origin shall bear the visa of its diplomatic or consular representative, but in that event the visa shall be given free of charge.

*Article 12.*

Commercial representatives holding identity cards issued by the competent authorities of the country of origin shall, in all respects and particularly in everything relating to the importation and exportation of the samples they carry with them, enjoy the same rights and advantages as the commercial representatives of the most-favoured nation.

*Article 13.*

The most-favoured-nation treatment referred to in the preceding Articles shall not include :

- (a) The special régime which Portugal has instituted or may hereafter institute by means of individual agreements with Spain or with Brazil ;
- (b) Special régimes which Portugal has instituted or may hereafter institute in regard to tariffs in respect of imports from Portuguese overseas territories or of exports despatched to those territories ;
- (c) Special régimes which Greece has instituted or may hereafter institute by means of individual agreements with adjacent countries and Roumania (countries of the Balkan Entente) ;
- (d) Rights and privileges granted by either High Contracting Party to one or more other States in virtue of a Customs Union.

*Article 14.*

The present Treaty shall enter in force provisionally fifteen days after the date of signature thereof and definitively immediately after the exchange of the ratifications, which shall take place in Paris as soon as possible.

It is concluded for the period of one year as from the date on which it enters into force provisionally.

After such first year it shall remain in force by tacit consent until the expiration of a period of three months as from the date on which either of the two Governments shall have notified the other of its intention to terminate it.

In faith whereof the undersigned, being duly authorised for that purpose, have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Lisbon, this 15th day of August, 1938.

(Signed) P. ECONOMOU-GOURAS.

(Signed) O. SALAZAR.

## LISTE A.

## PRODUITS PORTUGAIS EXCLUS DU TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE.

Numéro du tarif douanier hellénique	Désignation des marchandises
26	Bière.
77	Aiguilles, épingles, plumes, hameçons.
103	Caractères d'imprimerie.
191	Tuyaux de caoutchouc.
255	Vêtements confectionnés en soie.

## LISTE B.

## PRODUITS GRECS EXCLUS DU TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE.

Numéro du tarif douanier portugais	Désignation des marchandises
127	Soufre en poudre ou en canons.
576	Riz en balles ou à demi préparé.
599	Sucre aromatisé de toute qualité.
612	Thé.
977	Paillassons et nattes de tous filaments.

## LIST A.

## PORTUGUESE PRODUCTS EXCLUDED FROM MOST-FAVOURED-NATION TREATMENT.

Number in the Hellenic Customs tariff	Description of goods
26	Beer.
77	Needles, pins, pens, fish-hooks.
103	Printing type.
191	Tubes of rubber.
255	Ready-made clothing of silk.

## LIST B.

## GREEK PRODUCTS EXCLUDED FROM MOST-FAVOURED-NATION TREATMENT.

Number in the Portuguese Customs tariff	Description of goods
127	Sulphur in powder or in sticks.
576	Rice in the husk or semi-prepared.
599	Sugar, flavoured, of any kind.
612	Tea.
977	Mats and matting of any fibre.

